

Pour une recherche indépendante sur les questions climatiques

L'organisation de la COP21 accorde à la recherche une place importante : exposition au Grand Palais dédiée à la recherche, journée recherche au village du Bourget... Cet intérêt pour les « solutions climatiques » n'est cependant qu'un voile qui cache la dépendance croissante de la recherche vis-à-vis d'une logique productiviste. En tant que syndicat étudiant, il est important d'analyser l'évolution actuelle de la recherche sur les enjeux environnementaux, qui constituent un des axes centraux du rapport la Stratégie nationale de recherche de mars 2015 – dispositif prévu par la loi Fioraso de juillet 2013.

La Stratégie Nationale de Recherche ? Des réponses techniques à des problèmes sociaux et politiques.

Dans nombre de formations environnementales, comme dans la Stratégie de Recherche, le problème du réchauffement est présenté comme une fatalité dont la solution serait strictement technique et apolitique. La stratégie nationale pour la recherche se contente d'envisager une « adaptation au dérèglement climatique », à ses « risques » et « aléas » comme s'il s'agissait d'une fatalité et sans envisager la responsabilité structurelle de l'activité humaine. Alors que l'importance la plus grande est accordée aux sciences dures, l'apport des sciences humaines et sociales consiste à étudier « les interactions entre les êtres humains et leur environnement » et la « perception du risque » dans une dimension essentiellement descriptive. Par exemple, la recherche sur la sécurité alimentaire est vue exclusivement en termes de raréfaction des ressources, et non en termes de répartition inégale des richesses à l'échelle du monde. Il n'est pas envisagé que ces sciences puissent

nourrir une réflexion critique sur les processus sociaux, politiques ou économiques qui sont à l'origine du basculement climatique. Seules les sciences dures sont invitées à façonner des réponses au réchauffement, mais des réponses qui respectent scrupuleusement le fonctionnement de l'économie capitaliste actuelle.

Cette approche gestionnaire des questions écologiques exclut totalement la possibilité de transformer nos styles de vie, et d'analyser le système capitaliste qui les conditionne. Comme écrit noir sur blanc dans la stratégie de recherche elle-même, elle vise à continuer de « satisfaire les besoins socio-économiques, en minimisant les impacts sur l'environnement ». Le productivisme n'est donc nullement remis en cause, au contraire ! La cause en est à chercher dans le renforcement de la dépendance de la recherche vis-à-vis des grands intérêts industriels.

Un Verdissement capitaliste de la recherche au service des industriels

L'une des ambitions principales du rapport de la Stratégie nationale de recherche, dont l'écologie constitue pourtant un des axes principaux, est de « maintenir la place de notre pays parmi les premières puissances de recherche mondiale » et la « compétitivité » s'impose comme un leitmotiv. D'où la mention en filigrane d'axes de

recherche qui donneraient à la France « un avantage concurrentiel dans la compétition internationale ». Il s'agit de « consolider la compétitivité des filières existantes », parmi lesquelles les énergies fossiles et nucléaires, en vue notamment d'exporter ces ressources à l'étranger.

L'orientation compétitive de la Stratégie nationale de recherche est une marque de plus de l'inféodation de la politique de recherche à certains lobbys industriels puissants. Le gouvernement affiche une nouvelle fois sa volonté de soumettre la recherche aux diktats du patronat, en vantant les « liens forts » établis avec les « grands acteurs industriels internationaux du secteur de l'énergie » comme Total, Alstom, EDF, GDF Suez ou Schneider Electric. Ainsi Pascal Colombari, le vice-président du Conseil stratégique de la recherche, est administrateur d'Alstom, multinationale spécialisée dans les transports et la production d'énergie, et que l'on connaît pour ses nombreux procès pour corruption et pour ses divers projets controversés (grands barrages ou centrales électriques). Parmi les autres membres de ce Conseil, ne manquons pas Anne Lauvergeon, ancienne PDG d'Areva, un des leaders mondiaux de l'énergie nucléaire.

Cette soumission de la recherche aux impératifs des entreprises ne s'applique pas qu'aux entreprises spécialisées dans l'énergie

mais fait partie d'une évolution plus générale des universités : ainsi depuis la loi d'autonomie des universités (LRU) en 2007, les universités sont incitées à rechercher des mécènes privés, qui s'ingèrent progressivement dans la définition des politiques de recherche. Les contrats d'objectifs, qui ne visent que l'innovation à court terme, imposent le recours à toujours plus de ressources extérieures pour financer la recherche. Pendant ce temps, l'Etat, sous-prétexte d'encourager la recherche-développement et l'innovation dans les entreprises, fait cette année avec le crédit impôt recherche cadeau de 6 milliards d'euros aux entreprises en 2015. Aucun contrôle n'est exercé sur la gestion de cet argent, attribué y compris à des entreprises qui font des bénéfices monumentaux. En aucun cas ne sont considérées les finalités et l'intérêt public de ces recherches. 1% du Crédit impôt-recherche permettrait de créer 1000 emplois de titulaires dans le service public de recherche et d'enseignement supérieur.

Organisons-nous collectivement contre ces procédés ! Les syndicats d'étudiant-e-s, d'enseignant-e-s chercheur-e-s, les militant-e-s écologistes doivent se saisir de ces problèmes !

Cette stratégie pour la recherche a donc une fonction idéologique évidente : elle traduit des choix politiques productivistes en des mesures purement techniques. En tant que syndicat étudiant, nous dénonçons l'instrumentalisation des savoirs et l'orientation marchande de la recherche. Dans l'immédiat, nous estimons urgent que soient construites des politiques de recherche réellement autonomes, ce qui suppose que les lobbys industriels n'aient plus leur mot à dire. À terme, nous estimons que la recherche sur les réponses au basculement climatique n'aura de sens qu'en ouvrant une réflexion réellement indépendante et interdisciplinaire sur les logiques profondes qui le conditionnent, pour trouver des solutions socialement justes.

Nous contacter :

Pour adhérer, pour trouver un syndicat, si vous avez des questions ou que vous voulez recevoir notre newsletters :
contact@solidaires-etudiant-e-s.org / 06 86 80 24 45
www.solidaires-etudiant.org

**Solidaires
étudiant-e-s
syndicats de luttes**